

Les Français exigent des actes contre les islamistes

Article rédigé par *Causeur*, le 12 novembre 2020

Source [Causeur] Lettre ouverte à nos dirigeants après l'assassinat de Samuel Paty.

Quatre Français ordinaires écrivent à nos dirigeants.

Nous sommes des Français ordinaires. Nous n'avons pas habituellement l'occasion d'être publiés dans les journaux à grande diffusion. Nous espérons cette fois-ci que nous le serons. L'assassinat de l'enseignant d'histoire, M. Samuel Paty, nous oblige en effet à porter notre voix de simples parents d'enfants scolarisés dans le système français en France et à l'étranger, non affiliés à des associations de parents d'élèves.

Cela fait à présent huit ans, depuis les odieux assassinats à Toulouse d'écoliers juifs et de militaires français de confession musulmane, que la France est ouvertement attaquée par ceux qui sont communément désignés « islamistes ».

Ces intégristes musulmans sont pour l'essentiel envoyés ou missionnés par des organisations étatiques ou paraétatiques étrangères dont le sinistre dessein politique est de substituer aux valeurs de la République celles de la charia. Ceux qui officient sur le territoire national en faveur de ces organisations extrémistes devraient déjà être poursuivis sur le fondement de l'article 411-4 du Code pénal qui sanctionne l'intelligence avec l'ennemi.

Si les hauts fonctionnaires qui nous gouvernent, plus enclins à la rhétorique qu'à l'analyse du réel, plus investis dans la préservation de leurs positions qu'à l'âme vibrante du pays ne s'y résolvent pas, alors ils devront laisser la place à ceux qui n'acceptent plus de la voir piétinée.

Le monde occidental est visé et en Europe la France, à cause de son passé colonial, du poids démographique des musulmans et de son approche assimilatrice constitue la cible privilégiée des islamistes, comme le prouvent hélas [les chiffres macabres](#).

Des marches blanches et des bougies allumées au pied des monuments jalonnent les réactions spontanées des Français, auxquels les gouvernants jurent qu'ils combattront l'islamisme, quand ils osent le nommer, puis qu'ils défendront – à raison – la liberté d'expression.

Toutefois, l'heure n'est plus aux discours, au lyrisme ou aux promesses. En tant que citoyens et parents d'élèves, nous exigeons des actes.

En effet, force est de constater qu'après Toulouse, la terreur est de retour dans le milieu scolaire. Force est aussi de constater, comme pour Charlie, que des invectives et des menaces de mort proférées à l'égard de la

future victime ont trouvé leur exécutant. Cette fois-ci encore plus rapidement entre le moment où l'enseignant a montré les caricatures du « prophète » en classe et le moment où il a été lâchement assassiné.

Cette évolution, rapide, doit conduire les gouvernants à admettre et à reconnaître publiquement leur échec, plutôt que de tenter de vendre un espoir vain dépourvu de moyens et d'action.

Oui, comme notre ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, nous souhaitons que la peur change de camp. Mais quelles mesures concrètes, efficaces et immédiates seront prises sur la durée ?

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)